

Appel à contributions « L'économie politique de la République islamique d'Iran »

Coordinateurs

- Thierry Coville, enseignant-chercheur en économie à Novancia Business School (rattaché à la Chambre de commerce et d'industrie), chercheur à l'Iris.
- Mehrdad Vahabi, économiste, maître de conférences à l'université Paris 8 et membre du Comité éditorial de la *Revue Tiers Monde*.

Contextualisation

Plus de 35 ans après la révolution islamique de 1979, l'Iran est entré dans une nouvelle phase historique décisive pour son avenir avec la signature de l'accord sur le nucléaire iranien entre l'Iran et les 5+1 à Vienne le 14 juillet 2015. Ceci signifie que le dossier du nucléaire iranien, qui a conduit à de très fortes tensions entre l'Iran et la communauté internationale depuis plus de 10 ans et a même failli entraîner des conflits armés, est en passe d'être réglé. C'est dans ces conditions que les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont levé les sanctions bilatérales qui avaient très fortement pesé sur l'économie iranienne en 2011-2012. Mais, au-delà de ces éléments factuels, certes très importants, cet accord aura également des implications diplomatiques, économiques et politiques.

En termes diplomatiques, il signe le retour en force sur la scène internationale de l'Iran qui a défini l'objectif de devenir la puissance régionale majeure du Moyen-Orient depuis la fin de sa guerre avec l'Irak (1980-1988). Or, cet accord pourrait être une étape majeure conduisant à la réalisation de cette ambition. D'une certaine manière, le programme nucléaire iranien, dans sa dimension civile, a reçu la validation de la communauté internationale, ce qui renforce son statut de puissance régionale. Mais surtout, cet accord pourrait marquer une nouvelle ère dans l'histoire des relations entre l'Iran et les États-Unis. En effet, on sait que cet accord n'aurait pas pu être signé sans les efforts conjoints et constants depuis 2013 des diplomaties américaine et iranienne. On sait par ailleurs que les deux pays ont des intérêts communs dans la région comme la lutte contre l'État islamique (Daech) ou l'objectif de mettre fin aux crises irakiennes et syriennes. Les autorités américaines semblent considérer que l'Iran pourrait, sous certaines conditions, jouer un rôle plus constructif qu'auparavant dans la région. Certains cercles dirigeants en Iran pensent que de meilleures relations avec les États-Unis renforceraient le statut de puissance régionale de l'Iran. Certes, les oppositions internes

aux États-Unis et en Iran à un tel rapprochement restent très fortes. Toutefois, depuis cet accord, il est clair que la relation entre les deux pays est entrée dans une nouvelle ère. Parallèlement, il faut noter que la signature de l'accord de Vienne pourrait également impulser une nouvelle dynamique aux relations entre l'UE et l'Iran. L'UE a comme les États-Unis des intérêts stratégiques à développer de meilleures relations avec l'Iran : lutte contre Daech, mettre fin aux crises syrienne et irakienne (et au flux des migrants en Europe), diminution de la dépendance européenne par rapport aux gaz venant de Russie (l'Iran a les deuxièmes plus grandes réserves de gaz naturel du monde), etc.

L'accord de Vienne pourrait également avoir des conséquences sur l'environnement politique interne de l'Iran. En effet, depuis 2013 et l'élection d'Hassan Rohani à la présidence de la République s'affrontent une mouvance politique « modérée » qui soutient l'actuel président et une autre plus radicale, très critique de la politique gouvernementale, et notamment de l'accord sur le nucléaire. Très clairement, l'accord sur le nucléaire ayant eu le feu vert du guide suprême (Ali Khamenei) a plutôt renforcé le camp des modérés sans qu'il puisse donner lieu à une ouverture politique à l'intérieur de l'Iran. De surcroît, la lutte entre ces deux groupes (soi-disant « modéré » et « fondamentaliste ») s'annonce sévère, notamment dans l'optique des « élections » pour l'Assemblée des experts et le dixième parlement islamique ou Majles du 26 février 2016. Il convient de noter que le Conseil des gardiens de la Constitution a déjà refusé la qualification de la majorité des candidats dit « réformateurs » ou non-fondamentalistes. L'issue de cette lutte aura des conséquences déterminantes quant à l'évolution à terme de la République islamique d'Iran. En effet, Hassan Rohani a notamment été élu à la présidence sur la base d'un certain nombre de promesses concernant le renforcement des droits de l'homme et des libertés individuelles. Une grande partie de la population (notamment les jeunes et les femmes) attend donc qu'il tienne ses promesses. La réponse à ces attentes sera décisive pour la légitimité des forces politiques « modérées » en Iran ainsi qu'à terme pour celle du pays.

Enfin, grâce à cet accord et à la levée des sanctions, les entreprises occidentales espèrent accéder rapidement au marché iranien. De son côté, la population iranienne attend avant tout une amélioration rapide de la situation économique. En effet, du fait des sanctions liées au programme nucléaire mais aussi à des erreurs de gestion des autorités iraniennes durant la présidence de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), l'Iran a traversé une crise économique profonde en 2011-2012 qui a conduit à une récession de plus de 6 % en 2012 et à une accélération de l'inflation (qui a dépassé 40 % début 2013), mettant l'économie au bord de l'hyperinflation. L'environnement macroéconomique s'est légèrement amélioré depuis l'élection de Rohani grâce à un ralentissement de l'inflation qui atteignait près de 11 % fin 2015. Toutefois, du fait de l'effondrement du prix du pétrole durant l'été 2014 et le blocage structurel des institutions dominantes, la croissance a été sans doute proche de 0 % en 2015. Cette situation alimente de fortes tensions sociales dans un contexte où le taux de chômage peut être estimé à près de 18-20 %. D'après les estimations du FMI (2015), la levée prochaine des sanctions devrait conduire à une accélération de la croissance à l'ordre de 4,3 % en 2016. Dans ce contexte, la principale question est de savoir si l'économie iranienne va bénéficier d'un rebond en 2016 ou non et, si oui, sur quelle durée. La réponse à cette question dépendra du type de politique économique qui va accompagner la levée des sanctions. A priori, l'équipe gouvernementale est favorable à une politique de libéralisation économique impliquant notamment l'accueil des investissements étrangers. Or, les tentatives

précédentes de libéralisation de l'économie iranienne menées au début des années 1990 et 2000 ont déjà échoué. On peut donc s'interroger sur la pertinence d'une politique de libéralisation économique appliquée à une économie rentière et dépendante des revenus pétroliers sous l'égide de la République islamique d'Iran. À ce sujet, il est sans doute illusoire de vouloir libéraliser l'économie iranienne ou même la réformer sans prendre en compte les relations nouées entre les sphères politiques et économiques en Iran.

Argumentaire

En Iran, depuis la révolution de 1979, on est en face d'un système économique mis en place pour qu'un certain nombre de groupes sociaux bénéficient d'une très large redistribution de la rente pétrolière (Behdad, 1989 ; Bina, 1992 ; Pesaran, 2000 ; Coville, 2002 ; Salehi-Isfahani, 2006). Cette politique de redistribution implicite est intervenue à travers la mise en place d'un régime d'inflation élevée (près de 20 % en moyenne annuelle depuis la révolution), ce qui a d'ailleurs largement contribué à creuser les inégalités entre les clientèles du système politique (bazaris, fondations, pasdarans¹) et des autres classes sociales (notamment la classe moyenne) qui ont subi une perte de leur pouvoir d'achat. Les fondations et les pasdarans ont développé des activités économiques, notamment grâce à un statut ambigu situé à la limite du privé et du public (Saeidi, 2004 ; Hen Tov et Gonzalez, 2011 ; Harris, 2013 ; Coville, 2016 ; Vahabi, 2016). Ces groupes socioéconomiques ont d'ailleurs très largement contribué à l'échec des politiques de privatisation menées dans les années 2000. On peut d'ailleurs considérer que, durant le mandat de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), la redistribution en faveur de groupes comme les pasdarans ou vis-à-vis des classes les plus défavorisées à travers des mesures « populistes » (Salehi-Isfahani, 2009) fut sans doute portée à son paroxysme et fut une des causes majeures de l'ampleur des tensions économiques et politiques en Iran (Coville, 2013).

Ces remarques amènent à penser que faire le bon diagnostic sur la situation économique et politique dans l'Iran d'aujourd'hui implique donc clairement un examen des rapports entre la structure du pouvoir politique, les formes de propriétés prépondérantes, et l'activité économique. En effet, sans une telle approche, on ne peut pas comprendre les enjeux en termes de politique économique en Iran. La recherche de la rente par ces groupes socioéconomiques joue un rôle clé dans le blocage institutionnel et rend les politiques économiques globalement inefficaces. Par ailleurs, à travers un tel regard, on comprend mieux l'imbrication des sphères économiques et politiques dans l'Iran d'aujourd'hui. La redistribution « cachée » opérée par le régime est ainsi dangereuse pour la légitimité du système politique iranien affaiblie par la contradiction entre le soutien financier à ces clientèles et la référence à des valeurs communes telle que le nationalisme, la justice sociale ou l'islam. Certains travaux ont également démontré que cette redistribution de la rente reflétait *in fine* un affrontement entre différents ordres et légitimités politiques (Vahabi, 2010).

Enfin, une analyse de l'économie politique de la République islamique d'Iran peut également apporter des clés de compréhension quant aux évolutions politiques futures dans ce pays. Par exemple, la capacité ou non du secteur privé iranien à prendre à terme plus de

¹ Les pasdarans forment une armée créée en 1980 pour défendre les « acquis » de la révolution.

responsabilités dans le domaine économique aura forcément des conséquences sur la sphère politique. Une analyse en termes d'économie politique nécessite donc une approche pluridisciplinaire avec un échange entre les économistes, les politologues, les sociologues et les historiens.

Thématique et axes structurants

La stratégie des principaux acteurs

Ce numéro devra tout d'abord préciser la stratégie des différents acteurs ou groupes socioéconomiques jouant un rôle dans l'économie politique de l'Iran d'aujourd'hui.

Les fondations (bonyads) : quel est le poids de leurs activités économiques ? Dans quels secteurs sont-elles présentes ? Par qui sont-elles contrôlées ? Quels sont les groupes politiques qui sont associés aux fondations ? Quelle est la position de ces fondations par rapport au projet d'ouverture économique du gouvernement ?

Les pasdarans : quel est le poids de leurs activités économiques ? Dans quels secteurs sont-ils présents ? Par qui sont-ils contrôlés ? Quels sont les relais de leurs actions, notamment dans les administrations locales (exemple de la mairie de Téhéran) ? Comment justifient-ils l'ampleur de leurs activités économiques, notamment face à leurs critiques ? Quelle est leur position par rapport au projet d'ouverture de l'économie iranienne ?

Le secteur public. Il existe une multitude d'acteurs appartenant au secteur public et jouant un rôle important dans l'économie iranienne. D'une part, il existe les entreprises appartenant au secteur public (automobile, sidérurgie, énergie, etc.). Mais, du fait de « fausses » opérations de privatisation menées dans les années 2000, il existe maintenant une série d'organisations parapubliques : les entreprises créées par les banques publiques, les fonds d'investissement et fonds de pensions fondés par différents ministères (Harris, 2013). Un des principaux actionnaires publics dans l'économie iranienne se trouve ainsi être SHASTA, le fonds de pension de l'organisation de la sécurité sociale. Est-il possible d'identifier les stratégies de tous ces acteurs ? Quels sont les groupes politiques qui les soutiennent ? Quelle est la position de ces groupes par rapport à la politique d'ouverture économique ?

Le secteur privé. Il existe un véritable secteur privé en Iran qui a émergé sous le régime politique précédent. Il est aujourd'hui dans une situation de faiblesse par rapport à l'État. Cependant, le secteur privé est aussi un représentant direct de la classe moyenne éduquée iranienne, notamment à travers une « vision » très moderne de la société. Sa capacité à prendre plus de responsabilités économiques et politiques est donc un enjeu majeur. Un objectif serait de définir une typologie dans ce secteur. On trouve ainsi des véritables entrepreneurs, c'est-à-dire des dirigeants qui ne bénéficient d'aucune situation de rente. Par contre, on trouve également des entrepreneurs « rentiers » qualifiés de « xosulati² ». Une question cruciale qui se pose pour ce secteur est sa capacité à intervenir en tant qu'acteur

² xosulati est un mot persan construit à partir de rosussi (privé) et dowlat (gouvernement) qui signifie que ce sont des entreprises du privé « soutenues » par le gouvernement.

politique. Historiquement, c'est le réseau des Chambres de commerce et d'industrie qui est chargé de représenter le secteur privé et d'intervenir en son nom auprès du gouvernement. Or, un certain nombre de critiques portent actuellement sur sa trop grande dépendance par rapport à l'État iranien. On peut donc se poser la question sur la capacité de ce réseau à devenir un représentant légitime du secteur privé en Iran. Par ailleurs, on constate qu'un certain nombre d'entrepreneurs du secteur privé restent extrêmement méfiants par rapport à l'État iranien, qu'ils jugent inefficace, corrompu et même « dangereux » au sens où ces entrepreneurs sont restés traumatisés par la vague de nationalisation et de confiscation intervenue juste après la révolution. Ce manque de confiance peut donc limiter la capacité effective de ce secteur à devenir un véritable acteur politique, à moins que le réseau consulaire gagne en légitimité aux yeux de ses critiques.

La classe ouvrière : on sait que cette classe sociale a subi, en général, une perte régulière de son pouvoir d'achat depuis la révolution de 1979 (Behdad, Nomani, 2006). Par ailleurs, les autorités gouvernementales en Iran ont tout fait pour limiter et même empêcher l'émergence de syndicats ouvriers indépendants (Maljoo, 2006). Il existe en fait des enjeux politiques évidents derrière les difficultés de cette classe à mettre en place des organisations indépendantes la représentant : une part non négligeable du discours officiel de la République islamique d'Iran est basée sur la défense des « déshérités », ce qui devrait logiquement inclure la classe ouvrière.

L'économie politique du système financier

Le système financier iranien est un secteur clé où s'affrontent très clairement plusieurs acteurs importants du champ de l'économie politique en Iran. Les fondations et les pasdarans ont créé des institutions financières islamiques puis ont réussi à ce que ces organisations obtiennent un agrément de la Banque centrale d'Iran (BCI) et deviennent des banques. Le fait d'avoir des banques dans leurs groupes donne aux conglomérats gérés par les bonyads et les pasdarans d'indéniables avantages économiques, tout particulièrement dans le contexte actuel de rationnement des crédits bancaires en Iran (puisque la politique monétaire est très restrictive depuis 2013 pour lutter contre l'inflation). Par ailleurs, une polémique vient d'éclater ces derniers mois au sujet des institutions financières informelles qui exercent leurs activités au vue de tous dans toutes les grandes villes d'Iran. Ces institutions, qui se présentent comme suivant les lois bancaires islamiques, ont été créées sans autorisation de la BCI. Ces derniers mois, plusieurs ministres se sont interrogés sur l'impuissance de la BCI à obtenir la fermeture de ces institutions. Très clairement, le maintien de l'activité de ces organisations s'explique par le soutien de groupes socioéconomiques puissants liés notamment aux bazaris (Keshavarzian, 2007).

Il serait donc important d'analyser le système financier iranien à travers le prisme de l'économie politique : quels sont les principaux groupes socioéconomiques qui interviennent dans le système financier iranien formel et informel ? Quelles sont leurs logiques de fonctionnement ? Est-ce que ces groupes sont prêts à intervenir dans une économie plus ouverte ?

Économie politique des sanctions

Les sanctions ont conduit à une très grave crise économique caractérisée notamment par une récession en 2012 (avec un taux de croissance négatif de l'ordre de -6,9 %) et une inflation qui a dépassé 40 % début 2013 et atteint plus de 50 % pour un certain nombre de produits. Or, une telle accélération de l'inflation a obligatoirement conduit à désavantager certains groupes sociaux (ceux qui sont essentiellement salariés) et avantager d'autres capables notamment de spéculer sur les marchés des devises ou immobiliers. De même, les sanctions financières mises en place par les États-Unis et l'UE ont pénalisé les entreprises du secteur privé iranien qui ne pouvaient plus trouver d'instruments financiers leur permettant de faire circuler des flux financiers vers ou en provenance d'Iran. À l'opposé, on sait que les fondations et les pasdarans disposent de circuits financiers parallèles fonctionnant depuis longtemps qui ont pu leur permettre de contourner ces sanctions. En outre, le développement des opérations de contrebande traditionnellement contrôlées en Iran par les fondations et les pasdarans a également conduit à favoriser relativement ces groupes. On ne peut donc nier qu'il existe une véritable économie politique des sanctions. Une telle analyse serait particulièrement utile et pourrait constituer une contribution importante au débat sur l'efficacité de la politique de sanctions contre l'Iran (Erami and Keshavarzian, 2015).

Économie politique et répartition des revenus

La logique du système économique et politique iranien depuis la révolution de 1979 est donc basée sur une redistribution des revenus favorisant des « clientèles ». Il serait ainsi intéressant de prolonger des travaux précédents en établissant empiriquement un lien entre cette redistribution et l'évolution des inégalités en Iran depuis 1979 (Salehi-Isfahani, 2009). Plus particulièrement, quelles ont été les conséquences sur la répartition des revenus des politiques économiques mises en place durant le mandat de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) telles la réduction des subventions, les privatisations et l'aide à l'accès au logement (programme Mehr) ?

Comparaison internationale

L'Iran n'est évidemment pas la seule économie où des groupes socioéconomiques puissants peuvent développer, du fait de leur influence sur le système politique, des activités rentières. On peut penser que ce schéma se retrouve notamment dans de nombreuses économies pétrolières où l'islam politique est un courant puissant (Moaddel, 2005 ; Moaddel et Karabenick 2013). Il serait cependant intéressant de savoir en quoi le cas iranien est différent. Est-ce que la modernisation de la société iranienne depuis la révolution rend l'analyse iranienne en termes d'économie politique fondamentalement différente d'autres cas ?

Cadrage des articles

Au niveau disciplinaire : histoire, science politique, économie, sociologie, anthropologie, socio-économie.

Au niveau méthodologique : importance de la mise en contexte, de la rencontre d'une approche théorique solide et d'un terrain, d'études empiriques, de corpus originaux. Ce dossier souhaite privilégier une approche pluridisciplinaire.

Édition du dossier thématique

Les propositions d'articles exposent, en français ou en anglais, en 4500 signes (espaces compris) :

- Le titre
- La question de recherche
- Le cadre théorique
- Le terrain étudié
- Les principaux résultats
- Des références bibliographiques (hors du décompte des signes)

Calendrier

- Les propositions d'article sont à soumettre avant le 15 avril 2016 à l'adresse suivante tiermond@univ-paris1.fr;
- Les notifications des coordinateurs et du comité de rédaction pour les auteurs présélectionnés seront envoyées le 13 mai 2016 ;
- Les premières des articles seront envoyées par les auteurs avant le 11 juillet 2016 à l'adresse suivante tiermond@univ-paris1.fr.

Références

- Behdad S., 1989, « Winners and Losers of the Iranian Revolution: A Study in Income Distribution », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 21, n° 3, pp. 327-358.
- Bina C., 1992, « Global Oil and the Oil Policies of the Islamic Republic », in Bina C., Zanganeh H. (ed.), *Modern Capitalism and Islamic Ideology in Iran*, New York, St. Martin's Press, pp. 121-57.
- Bina C., 2013, *A Prelude to the Foundation of Political Economy, Oil, War and Global Polity*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Coville T., 2002, *L'économie de l'Iran islamique: entre ordre et désordres*, Paris, L'Harmattan.
- Coville T., 2013, « How to Transform a Rent-Seeking Economy: the Case of Iran », in Chehabi H.E., Khosrokhavar F., Therme C. (ed.), *Iran and the Challenges of the Twenty-First Century*, Oxford, Routledge, pp. 165-181.
- Coville T., 2016, « The Economic Activities of the Revolutionary Guards », in Posch W. (ed.), *The Routledge Handbook on Iranian Security*, New York, Routledge.
- Erami N., Keshavarzian A., 2015, « When Ties Don't Bind: Smuggling Effects, Bazaars and Regulatory Regimes in Postrevolutionary Iran », *Economy and Society*, Vol. 44, N° 1, pp. 110-139.
- Harris K., 2013, « The Rise of the Subcontractor State: Politics of Pseudo-Privatization in the Islamic Republic of Iran », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 45, n° 1, pp. 45-70.
- Hen-Tov, E. and Gonzalez, N., 2011, *The Militarization of Post-Khomeini Iran: Praetorianism*

- 2.0', *The Washington Quarterly*, Winter, pp 45-59.
- IMF, 2015, *World Economic Outlook*, Washington D.C., IMF.
- Keshavarzian A., 2007, *Bazaar and State in Iran: Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Maljoo M., 2006, « Worker Protest in the Age of Ahmadinejad », *Middle East Report*, Vol. 36, n° 241, p. 30.
- Maljoo M., 2014, « Whither the Iranian Oil Labour: Passivist or Strikist », in Makinsky M. (ed.), *L'économie réelle de l'Iran*, Paris, L'Harmattan, pp. 129-146.
- Maloney S., 2015, *Iran's Political Economy since the Revolution*, New York, Cambridge University Press.
- Moaddel M., Karabenick S., 2013, *Religious Fundamentalism in the Middle East: A Cross-National, Inter-Faith, and Inter-Ethnic Analysis*, Leiden, Brill.
- Moaddel M., 2005. *Islamic Modernism, Nationalism, and Fundamentalism: Episode and Discourse*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Nomani F., Behdad S., 2006, *Class and Labor in Iran: Did the Revolution Matter?*, Syracuse, Syracuse University Press.
- Pesaran H., 2000, « Economic Trends and Macroeconomic Policies in Post-Revolutionary Iran », in Alizadeh P. (ed.), *The Economy of Iran: The Dilemmas of An Islamic State*, London, I.B. Tauris, pp. 63-100.
- Saeidi A. A., 2004, « The Accountability of Para-Governmental Organizations (Bonyads): the Case of Iranian Foundations ». *Iranian Studies*, Vol. 37, n° 3, pp. 479-498.
- Salehi-Isfahani D., 2006, *Revolution and Redistribution in Iran: Changes in Poverty and Distribution 25 Years Later*, Blacksburg, Virginia Polytechnic Institute and State University, Department of Economics.
- Salehi-Isfahani D., 2009, « Poverty, Inequality, and Populist Politics in Iran », *Journal of Economic Inequality*, Vol. 7, N° 1, pp. 5-28.
- Vahabi M., 2010, « Ordres contradictoires et coordination destructive: le malaise iranien », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, Vol. 30, n° 3-4, pp. 503-534.
- Vahabi M., 2016, *The Political Economy of Predation: Manhunting and the Economics of Escape*, New York, Cambridge University Press.

Call for papers The Political Economy of the Islamic Republic of Iran

Editors

- Thierry Coville, professor of economics at Novancia Business School (affiliated to the Paris Chamber of Commerce and Industry) and researcher at the French Institute for International and Strategic Affairs (IRIS).
- Mehrdad Vahabi, lecturer in economics at Université Paris 8, member of the editorial committee at the *Revue Tiers Monde*.

Contextualization

Over thirty-five years after the 1979 Islamic Revolution, Iran has entered a new historic phase, which will be decisive for its future, with the signature of the Iranian nuclear program agreement between Iran and the P5+1 in Vienna on July 14, 2015. This agreement means that the issue of the Iranian nuclear program, which has generated considerable tension between Iran and the international community over the past ten years, almost leading to armed conflict, is in the process of being resolved. This event provides the context for the United States and the European Union (EU) lifting the bilateral sanctions which greatly weighed on the Iranian economy in 2011-2012. Yet, beyond these facts, however important they may be, the agreement will also have diplomatic, economic, and political implications.

In terms of diplomacy, it marks the strong comeback on the international stage of Iran, which has been set on becoming the major regional power in the Middle East since the end of the war with Iraq (1980-1988). The agreement could be a major step in allowing the country to achieve its ambition. In a way, the civilian side of the Iranian nuclear program has been endorsed by the international community, thus reinforcing Iran's status as a regional power. More importantly, this agreement could usher in a new era in the history of the relations between Iran and the United States. Indeed, the agreement could not have been signed without the constant joint efforts of American and Iranian diplomats since 2013. Both countries also share interests in the region, such as the fight against the Islamic State (ISIL), or the resolution of the Iraqi and Syrian crises. The American authorities seem to consider that, under certain conditions, Iran could play a more constructive role than it used to in the region. Some of Iran's ruling circles believe that improved relations with the United States would reinforce the country's status as a regional power. Admittedly, there is still very strong opposition to a rapprochement in the US and in Iran. However, since the agreement, it has become clear that the relationship between the two countries has entered a new era. At the same time, it should be underlined that the signature of the Vienna agreement could also give new momentum to the relations between the EU and Iran. Similarly to the US, the EU's

strategic interests would be served by developing better relations with Iran: fighting ISIL, putting an end to the Iraqi and Syrian crises (as well as to the flow of migrants toward Europe), reducing European dependence on Russian gas (Iran has the world's second largest natural gas reserves), and so on.

The Vienna agreement may also have consequences on Iran's national political environment. Indeed, since Hassan Rouhani's election to the Presidency of the Republic in 2013, two political movements have been opposed: a "moderate" movement which supports the current president, and a more radical one which is very critical of the government's policy, including the agreement on Iran's nuclear program. Quite clearly, the Supreme Leader's (Ali Khamenei) go-ahead regarding the nuclear deal has rather strengthened the moderate faction, without fostering political openness in the country. Moreover, the struggle between the two groups (so-called "moderates" and "fundamentalists") is bound to be fierce, particularly in view of the elections for the Assembly of Experts and the Islamic Parliament or Majles on February 26, 2016. It is noteworthy that the Guardian Council has already rejected the candidanship of the majority of 'reformist' or non-fundamentalist candidates. The outcome of this struggle will be crucial to the evolution of the Islamic Republic of Iran moving forward. Indeed, Hassan Rouhani was elected to the presidency in particular on a number of promises concerning the strengthening of human rights and individual liberties. A significant part of the population (especially young people and women) therefore expects him to deliver on his promises. Meeting these expectations will be decisive for the legitimacy of the "moderate" political forces in Iran, as well as for the country's legitimacy.

Finally, thanks to the agreement and the lifting of the sanctions, Western companies hope to have access to the Iranian market quickly. As for the Iranian population, above all it expects a rapid improvement of the economic situation. Indeed, due to the sanctions linked to the Iranian nuclear program and to the Iranian authorities' mismanagement during Mahmoud Ahmadinejad's presidency (2005-2013), Iran faced a severe economic crisis in 2011-2012, which caused a recession of over 6% in 2012 and an acceleration of inflation (over 40% in early 2013), thus setting the economy on the brink of hyperinflation. The macro-economic environment has slightly improved since Rouhani's election, thanks to a slowdown of inflation, which reached almost 11% by the end of 2015. However, because of the collapse of oil prices in the summer of 2014 and of the leading institutions' structural deadlock, growth was probably close to 0% in 2015. This situation has fueled considerable social tensions in a context in which the unemployment rate can be estimated at around 18-20%. Based on the IMF's 2015 estimates, the upcoming lifting of the sanctions should lead to an acceleration of growth of around 4.3% in 2016. In this context, the main question is whether the Iranian economy will benefit from a recovery in 2016, and, if so, for how long. The answer to this question depends on the type of economic policy which will emerge once the sanctions have been lifted. A priori, the government is in favor of economic liberalization, which implies, in particular, welcoming foreign investment. The previous attempts at liberalizing the Iranian economy in the early 1990s and 2000s failed. One may therefore wonder whether a policy of economic liberalization is relevant in a rent-based economy which is dependent on oil income, under the authority of the Islamic Republic of Iran. It seems unrealistic to want to liberalize, or even reform the Iranian economy, without taking into account the links between the country's political and economic spheres.

Argument

Since the 1979 Revolution, Iran's economic system has been designed so that a certain number of social groups benefit from a very broad redistribution of the oil rents (Behdad, 1989; Bina, 1992; Pesaran, 2000; Coville, 2002; and Salehi-Isfahani, 2006). This implied policy of redistribution was implemented through a high-inflation regime (close to 20% on annual average since the Revolution). It has largely contributed to widening the inequalities between the clienteles of the political system (bazaaris, charitable foundations, and Pasdaran³) and the other social classes (in particular the middle class), whose purchasing power has declined. The charitable foundations and the Pasdaran have developed economic activities, in particular thanks to an unclear status which places them between the private and public sectors (Saeidi, 2004; Hen Tov et Gonzalez, 2011 ; Harris, 2013; Coville, 2016; and Vahabi, 2016). Incidentally, these socioeconomic groups have largely contributed to the failure of the privatization policies carried out in the 2000s. The redistribution in favor of groups such as the Pasdaran or of the most underprivileged classes through "populist" measures (Salehi-Isfahani, 2009) can be considered to have peaked during Mahmoud Ahmadinejad's term (2005-2013); it was one of the main reasons for the widespread economic and political tensions in Iran at the time (Coville, 2013).

These remarks suggest that an accurate assessment of the current economic and political situation in Iran today clearly implies examining the relations between the structure of political power, the dominant forms of ownership, and economic activity. Indeed, without such an approach, the stakes in terms of economic policy cannot be understood. These socioeconomic groups' rent-seeking plays a key part in the institutional deadlock and renders the economic policies inefficient overall. Furthermore, the interweaving of the economic and political spheres in Iran today can be better understood through this lens. The "hidden" redistribution carried out by the regime is therefore harmful to the legitimacy of the Iranian political system, which is weakened by the contradiction between the financial support given to this clientele and the reference to common values such as nationalism, social justice, or Islam. Some studies have also shown that this rent redistribution reflected a confrontation between various political orders and legitimacies in fine (Vahabi, 2010).

Finally, an analysis of the Islamic Republic of Iran's political economy can also provide keys to understand the country's future political evolutions. For instance, whether the Iranian private sector will eventually be able or not to take on more responsibility in the economic field is bound to have consequences on the political sphere. An analysis in terms of political economy thus requires a multidisciplinary approach involving exchanges between economists, political scientists, sociologists, and historians.

Main Themes and Topics

The main stakeholders' strategies

This special issue will first clarify the strategies of the main socioeconomic stakeholders or groups which play a part in the current Iranian political economy.

³ The Pasdaran constitute an army which was created in 1980 to defend the "achievements" of the Revolution.

The charitable foundations (Bonyads): what is the weight of their economic activities? In which sectors can they be found? Who controls them? Which political groups are associated with the charitable foundations? Where do these charities stand on the government's project of economic openness?

The Pasdaran: what is the weight of their economic activities? In which sectors can they be found? Who controls them? Who are their intermediaries, in particular in local government (for instance, in the Tehran City Hall)? How do they justify the scope of their economic activities, in particular to their critics? Where do they stand on the project of economic openness in Iran?

The public sector: there are numerous stakeholders from the public sector who play an important part in the Iranian economy. On the one hand, there are companies which belong to the public sector (carmakers, steel and energy industries, and so on). On the other hand, because of the "fake" privatizations carried out in the 2000s, a number of parapublic organizations now exist: companies created by public banks, and investment funds and pension funds established by various ministries (Harris, 2013). One of the main public shareholders in the Iranian economy is thus SHASTA, the pension fund of the Social Security Organization. Is it possible to identify all of these stakeholders' strategies? Which political groups support them? Where do these groups stand on the policy of economic openness?

The private sector: a genuine private sector emerged in Iran under the previous political regime. It is currently weak in relation to the State. However, the private sector is also a direct representative of the educated Iranian middle class, in particular through a very modern "view" of society. Its ability to take on more economic and political responsibilities is thus a major stake. One goal is to establish a typology of this sector. It is composed, in part, of genuine entrepreneurs, i.e. leaders who do not benefit in any way from rents. However, it also comprises entrepreneurs who live off rents, called "xosultati".⁴ A crucial question for this sector is whether it can become a political player. Historically, the network of Chambers of Commerce and Industry has been in charge of representing the private sector and of interceding with the government on its behalf. Yet this network has been criticized lately for being far too dependent on the Iranian state. One question which arises is therefore whether this network can become a legitimate representative of the private sector in Iran. Furthermore, a number of entrepreneurs from the private sector remain extremely mistrustful of the Iranian state, which they consider inefficient, corrupt, and even "dangerous", insofar as they are still traumatized by the wave of nationalization and confiscation which occurred just after the Revolution. This lack of trust may thus limit the effective ability of the sector to become an actual political player, unless the Chamber of Commerce network gains legitimacy in its critics' eyes.

The working class: since the 1979 Revolution, the purchasing power of this social class has steadily declined overall (Behdad, and Nomani, 2006). Moreover, government authorities in Iran have done everything in their power to limit and even prevent the emergence of independent trade unions (Maljoo, 2006). There are in fact obvious political stakes behind the difficulties faced by the working class to establish independent organizations to represent it:

⁴ "Xosulati" comes from the Persian *rossusi* ("private") and *dowlat* ("government") and refers to private companies which are "supported" by the government.

the official line of the Islamic Republic of Iran is substantially based on defending the “deprived” segments of the population, which should logically include the working class.

The political economy of the financial system

The Iranian financial system is a key sector in which several important stakeholders of the political economy in Iran clearly come into conflict. The charitable foundations and the Pasdaran created Islamic financial institutions and then secured approval from the Central Bank of Iran (CBI) to establish them as banks. Having banks within their groups has given undeniable economic benefits to the conglomerates managed by the Bonyads and the Pasdaran; this is especially true in the current context of rationing bank loans in Iran (given that the monetary policy has been very restrictive since 2013 in order to fight inflation). Furthermore, a controversy broke out in the past few months concerning the informal financial institutions which operate in plain sight in every major Iranian city. These institutions, which claim to follow Islamic banking laws, were created without the CBI's authorization. Over the past few months, several ministers have questioned the CBI's inability to shut down these institutions. The reason why they are still operating can quite clearly be explained by the support from powerful socioeconomic groups linked in particular to the bazaaris (Keshavarzian, 2007).

It is therefore important to analyze the Iranian financial system through the prism of political economy: what are the main socioeconomic groups which play a part in the formal and informal Iranian financial system? What is their rationale? Could they operate in a more open economy?

The political economy of the sanctions

The sanctions imposed on Iran led to a severe economic crisis which was characterized in particular by a recession in 2012 (with a negative growth rate of around -6.9%) and inflation above 40% in early 2013 and over 50% for a number of products. Such an acceleration of inflation necessarily put certain social groups at a disadvantage (those who mainly relied on a salary), while giving an advantage to others who could speculate on the currency and real estate markets. Similarly, the financial sanctions imposed by the United States and the EU harmed companies from the Iranian private sector which could no longer find the financial instruments allowing financial flows into or out of Iran. On the contrary, the charitable foundations and the Pasdaran have long had unofficial financial channels at their disposal, allowing them to bypass the sanctions. Moreover, the development of smuggling operations, which have traditionally been controlled by the charitable foundations and the Pasdaran, has also favored these groups, to some extent. Therefore, it cannot be denied that there is a genuine political economy of sanctions. Such an analysis would be particularly useful and could significantly contribute to the debate on the efficiency of the sanctions against Iran (Erami and Keshavarzian, 2015).

Political economy and income distribution

The rationale behind the Iranian economic and political system since the 1979 Revolution has been based on an income redistribution which favors “clienteles”. It could therefore be interesting to expand on previous studies by empirically establishing a link between this redistribution and the evolution of inequalities in Iran since 1979 (Salehi-Isfahani, 2009). More specifically, what were the consequences on income distribution of the economic policies implemented during Mahmoud Ahmadinejad’s term (2005-2013), such as the reduction of subsidies, privatizations, and housing assistance (Mehr housing scheme)?

International comparison

Iran is obviously not the only economy in which powerful socioeconomic groups can use their influence on the political system to develop rent activities. It is likely that such a system can be found in particular in numerous oil economies in which political Islam is a powerful force (Moaddel, 2005; and Moaddel and Karabenick, 2013). It would be interesting, however, to know in what respect the case of Iran is different. Does the modernization of Iranian society since the Revolution render the analysis of Iran in terms of political economy fundamentally different from the other cases?

Framework for the Papers

Disciplinary framework: history, political science, economics, sociology, anthropology, and socio-economics.

Methodological framework: particular attention will be paid to: strong contextualization, combining a solid theoretical approach and fieldwork, empirical studies, and original corpuses. The editors will encourage multidisciplinary approaches.

Publication of the Special Issue

The article submissions, in French or English (4,500 characters, spaces included), must feature:

- A title
- A research question
- A theoretical framework
- Empirical material
- Main results
- Bibliographical references (they are not included in the character count).

Calendar:

- Proposals must be submitted by April 15th, 2016 to: tiermond@univ-paris1.fr;
- Authors will be notified by the editors and the Editorial Committee of their preselection by May 13th, 2016;
- First drafts must be sent by July 11th, 2016 to: tiermond@univ-paris1.fr.

References

- Behdad S., 1989, « Winners and Losers of the Iranian Revolution: A Study in Income Distribution », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 21, n° 3, pp. 327-358.
- Bina C., 1992, « Global Oil and the Oil Policies of the Islamic Republic », in Bina C., Zanganeh H. (ed.), *Modern Capitalism and Islamic Ideology in Iran*, New York, St. Martin's Press, pp. 121-57.
- Bina C., 2013, *A Prelude to the Foundation of Political Economy, Oil, War and Global Polity*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Coville T., 2002, *L'économie de l'Iran islamique: entre ordre et désordres*, Paris, L'Harmattan.
- Coville T., 2013, « How to Transform a Rent-Seeking Economy: the Case of Iran », in Chehabi H.E., Khosrokhavar F., Therme C. (ed.), *Iran and the Challenges of the Twenty-First Century*, Oxford, Routledge, pp. 165-181.
- Coville T., 2016, « The Economic Activities of the Revolutionary Guards », in Posch W. (ed.), *The Routledge Handbook on Iranian Security*, New York, Routledge.
- Erami N., Keshavarzian A., 2015, « When Ties Don't Bind: Smuggling Effects, Bazaars and Regulatory Regimes in Postrevolutionary Iran », *Economy and Society*, Vol. 44, N° 1, pp. 110-139.
- Hen-Tov, E. and Gonzalez, N., 2011, The Militarization of Post-Khomeini Iran: Praetorianism 2.0', *The Washington Quarterly*, Winter, pp 45-59.
- Harris K., 2013, « The Rise of the Subcontractor State: Politics of Pseudo-Privatization in the Islamic Republic of Iran », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 45, n° 1, pp. 45-70.
- IMF, 2015, *World Economic Outlook*, Washington D.C., IMF.
- Keshavarzian A., 2007, *Bazaar and State in Iran: Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Maljoo M., 2006, « Worker Protest in the Age of Ahmadinejad », *Middle East Report*, Vol. 36, n° 241, p. 30.
- Maljoo M., 2014, « Whither the Iranian Oil Labour: Passivist or Strikist », in Makinsky M. (ed.), *L'économie réelle de l'Iran*, Paris, L'Harmattan, pp. 129-146.
- Maloney S., 2015, *Iran's Political Economy since the Revolution*, New York, Cambridge University Press.
- Moaddel M., Karabenick S., 2013, *Religious Fundamentalism in the Middle East: A Cross-National, Inter-Faith, and Inter-Ethnic Analysis*, Leiden, Brill.
- Moaddel M., 2005. *Islamic Modernism, Nationalism, and Fundamentalism: Episode and Discourse*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Nomani F., Behdad S., 2006, *Class and Labor in Iran: Did the Revolution Matter?*, Syracuse, Syracuse University Press.
- Pesaran H., 2000, « Economic Trends and Macroeconomic Policies in Post-Revolutionary Iran », in Alizadeh P. (ed.), *The Economy of Iran: The Dilemmas of An Islamic State*, London, I.B. Tauris, pp. 63-100.
- Saeidi A. A., 2004, « The Accountability of Para-Governmental Organizations (Bonyads): the Case of Iranian Foundations ». *Iranian Studies*, Vol. 37, n° 3, pp. 479-498.
- Salehi-Isfahani D., 2006, *Revolution and Redistribution in Iran: Changes in Poverty and Distribution 25 Years Later*, Blacksburg, Virginia Polytechnic Institute and State University, Department of Economics.
- Salehi-Isfahani D., 2009, « Poverty, Inequality, and Populist Politics in Iran », *Journal of*

Economic Inequality, Vol. 7, N° 1, pp. 5-28.

Vahabi M., 2010, « Ordres contradictoires et coordination destructive: le malaise iranien », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, Vol. 30, n° 3-4, pp. 503-534.

Vahabi M., 2016, *The Political Economy of Predation: Manhunting and the Economics of Escape*, New York, Cambridge University Press.